

# DÉCLARATION DE SDN BUGHEY LORS DE LA CLI PUBLIQUE DU 9/12/2021

Mesdames, Messieurs,

La centrale du Bugey a largement dépassé les 40 ans. Edf, avec l'approbation de l'ASN, va prolonger son activité au moins jusqu'à 50 ans, et envisage d'ores et déjà des prolongations jusqu'à 60 ans pour certains réacteurs, prenant ainsi le risque d'exposer encore plus, et les travailleurs, et les millions d'habitants de la région, à un danger croissant d'accident nucléaire.

Dans le même temps, le gouvernement a désormais le projet de construire au moins six réacteurs EPR, dits de « nouvelle génération », dont 2 possiblement au Bugey.

Pour rappel, la conception de ce réacteur date en réalité du siècle passé. Son niveau de sûreté n'a pas pu être démontré en dehors des plans théoriques. Sa construction-test de Flamanville accumule plus de 12 ans de retard, avec un coût prévisionnel de moins de 3 milliards qui a été multiplié par sept (la Cour des Comptes a évalué un coût final qui s'élève désormais à près de **20 milliards d'euros**).

En générant des rejets quotidiens radio-contaminants et chimiques dans l'air et dans les eaux, le fonctionnement de l'EPR sera très loin de répondre aux exigences du respect de l'environnement.

D'autre part, alors que toute activité industrielle doit présenter un plan de recyclage pour être accepté, l'industrie nucléaire échappe à la réglementation et ne recycle quasiment rien.

Durant son exploitation, l'EPR va produire comme les autres centrales nucléaires, des tonnes de déchets radioactifs dangereux dont on ne saura probablement jamais que faire, si ce n'est les cacher sous terre à Bure, avec un passage pour certains d'entre eux, par I.C.E.D.A, **ici même au Bugey**.

Leur gestion, leur coût et le risque reposeront pour des centaines de milliers d'années, sur des milliers de générations futures.

Alors que l'ancien président de l'ASN, Pierre-Franck Chevet, avait déclaré en 2018 *-je cite : « un accident nucléaire majeur en France n'est pas exclu, et la question n'est pas de savoir s'il surviendra un jour, **mais plutôt où et quand** »-*, comment peut-on prévoir d'implanter deux nouveaux réacteurs sur le site du Bugey, proche de l'agglomération lyonnaise, et ce, dans une zone inondable (avec en plus, le risque de rupture du barrage de Vouglans) ?

Enfin, nous contestons l'alibi climatique utilisé par les tenants de cette poursuite du nucléaire, car il est bien établi -et des études l'attestent- que les pays qui investissent massivement dans cette énergie, ne le font pas dans le renouvelable et la sobriété énergétique qui représentent le seul vrai espoir pour agir très rapidement et de manière durable sur la crise climatique.

Pour toutes ces raisons, nous considérons que soutenir ce projet de construction de deux réacteurs EPR sur notre territoire, comme le font nos élus, est un choix qui engage l'avenir de millions de personnes dans un domaine aussi sensible et lourd de conséquences que le nucléaire.

Ce choix est définitivement **inacceptable**. Merci pour votre attention.